

## Le Télégramme

Le Télégramme (Bretagne)  
samedi 21 octobre 2023 732 mots, p. 13ECO2

Économie

« La menace du chômage va peser sur le climat social »

Propos recueillis par Valérie Cudennec-Riou

**Propos recueillis par Valérie Cudennec-Riou** Après une baisse marquée depuis 2015, le chômage va repartir à la hausse, selon les prévisions pour 2024 de l'OFCE. Un retournement possiblement annonciateur de lendemains plus agités sur le front social, explique l'économiste Éric Heyer.

page 13eco2

L'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) anticipe une remontée du taux de chômage à 8 % l'an prochain quand le gouvernement, lui, table toujours sur un retour au plein-emploi (5 %) d'ici à la fin du quinquennat. Pourquoi un tel écart ?

Nous n'avons pas la même lecture. Je m'explique : il est très étonnant que le secteur privé ait recruté un million de salariés, soit 6,4 % de plus qu'avant la crise sanitaire, pour, au final, ne produire que 2 % de plus. Le gouvernement dit que [la productivité a chuté](#) de 4,4 % et qu'elle ne remontera plus, comme si les salariés étaient, de fait, moins productifs qu'avant. Au contraire, nous projetons que la productivité va remonter et qu'en conséquence, il y aura moins de créations d'emplois. Car, en réalité, qu'est-ce qui explique cette perte de productivité ? [L'absentéisme](#) a quasiment doublé (de 3,3 à 6,5 %) et, avec lui, les besoins de remplacements. Grâce aux [mesures de soutien financier](#), on est passé de 350 000 à 900 000 apprentis qui, bien qu'étant considérés comme salariés, sont moins productifs. Les 143 milliards d'euros de prêts garantis par l'État (PGE) ont été distribués indifféremment aux entreprises qui auraient dû faire faillite qu'à celles qui se portaient bien, contribuant à la sauvegarde d'emplois qui n'étaient pas tous pérennes. Enfin, les salaires ont progressé beaucoup moins vite que les prix de vente. Or, quand le coût réel du travail baisse, les entreprises embauchent plus. Mais aucun de ces facteurs n'est durable : il va falloir rembourser les aides, [le nombre d'apprentis](#) va stagner, les salaires vont progresser... et donc, la productivité va repartir.

Quelles conséquences l'inversion de la courbe du chômage aura-t-elle sur l'économie française ?

Le fait que le marché du travail crée beaucoup d'emplois compense aujourd'hui un peu la perte de pouvoir d'achat, notamment dans les ménages qui peuvent compter sur deux salaires, au lieu d'un seul hier. Si le chômage repart à la hausse au moment où la béquille constituée par les aides publiques est enlevée, ce peut être le point de bascule et la crise sociale peut survenir. La menace du chômage, c'est sûr, va peser sur le climat social. D'autant que nous n'envisageons pas [les mêmes perspectives de croissance pour l'an prochain que Bruno Le Maire](#), ministre de l'Économie. 0,8 % du PIB, disons-nous, 1,4 % selon lui. L'écart est significatif. La Chine, les États-Unis ralentissent. [L'Allemagne est en récession](#). On ne voit

mal comment la France ne serait pas impactée, d'autant que [le durcissement des politiques monétaires](#) montrera réellement ses effets dans quelques mois.

Quelles incidences le conflit au Proche-Orient pourrait-il avoir sur vos prévisions ?

Pour le moment le prix du baril de pétrole ne s'est pas envolé. Les tensions géopolitiques, la menace d'attentats mettent évidemment beaucoup d'incertitudes sur le consommateur, tenté d'épargner, et sur l'investisseur. Toutefois, il est trop tôt pour savoir si l'effet sera pérenne et significatif sur l'activité.

Sans lire dans la boule de cristal, projetez-vous une année 2024 meilleure ou pire que 2023 pour les Français ?

C'est compliqué à dire. Il y a une bonne nouvelle : si nos prévisions sont bonnes, c'est que les salaires réels, qui ont perdu trois à quatre points de pouvoir d'achat, vont arrêter de perdre et rattraper une partie de leur retard en progressant un peu plus vite que l'inflation, sans pour autant retrouver leur niveau d'avant crise. Par contre, il y a des personnes qui vont perdre en pouvoir d'achat parce qu'elles vont perdre leur emploi. Et elles n'iront pas forcément chercher du travail ailleurs, car la crise immobilière entrave la mobilité. [Changer de logement, c'est payer beaucoup plus cher](#) et donc, les gens resteront là où ils sont, même au chômage.